

Introduction à l'interview

J'ai passé quatre jours en compagnie des militants du groupe *De Fabel van de illegaal* durant l'été 2005 dans la petite ville de Leiden où est né ce groupe. L'interview qui suit reprend l'essentiel de nos discussions. Bien sûr, nous n'avons pas seulement discuté de politique, nous avons préparé et partagé des repas, nous nous sommes baladés, nous avons ri et plaisanté et avons profité de moments de silence. En lisant les pages qui suivent, vous ne capterez malheureusement pas l'exceptionnelle atmosphère de fraternité, d'humour et de chaleur humaine qui a imprégné nos échanges.

Les révolutionnaires ont souvent de belles ou de bonnes idées, ils dénoncent les injustices et luttent parfois efficacement contre elles, mais passer plus de quelques heures en leur compagnie est parfois terriblement ennuyeux ou difficile à supporter plus d'une journée.

Heureusement, cela n'a pas été du tout mon cas avec Ellen, Harry, Eric et Jan. Même si nous ne sommes pas tombés d'accord sur tout (et d'ailleurs pourquoi aurions-nous dû le faire?) j'ai eu l'impression agréable et rare que nous arrivions souvent aux mêmes conclusions sans emprunter les mêmes chemins, et parfois même, de façon «magique», sans même mentionner pourquoi nous avons adopté ces positions communes. Cette expérience a été beaucoup plus encourageante pour moi que si j'avais rencontré des gens de ma génération, ayant le même passé, ou la même formation politique.

Je ne sais pas si c'est lié à un microclimat politique particulier à Leiden, aux tendances libertaires des individus que j'ai rencontrés, au fait qu'ils ont une longue expérience de la vie communautaire, à leur habitude de discuter de façon non sectaire, ou au fait que *De Fabel van de illegaal* est un petit groupe qui affronte les questions du racisme et de l'oppression tous les jours, mais le résultat a été enthousiasmant pour moi.

Je ne peux qu'espérer que cette interview et les textes de ce livre vous communiqueront le même enthousiasme, même si les thèmes et les perspectives qui y sont évoqués ne sont pas toujours très roses.

Y.C.

Participer à la lutte historique pour un monde meilleur

De Fabel van de illegaal (*La Fable de l'illégalité*) est une organisation de la gauche révolutionnaire à Leiden, aux Pays-Bas. Elle concentre ses activités sur la lutte contre le racisme et contre le contrôle de l'immigration. Cette interview a été réalisée en 2005. Depuis, De Fabel, tout en continuant à faire paraître son organe bimestriel, a participé avec d'autres groupes à la création d'une nouvelle organisation Doorbrak, présente dans huit villes des Pays-Bas et qui se développe progressivement comme l'indique Eric dans un post-scriptum ajouté à la fin de cette interview.

Commençons par donner quelques chiffres. Leiden est une ville de 118 000 habitants et les Pays-Bas en comptent officiellement 16,2 millions. Le gouvernement considère que 3 millions d'entre eux sont des «allochtones», ce qui signifie qu'eux-mêmes, ou au moins un de leurs parents, sont nés à l'étranger. Environ 1,6 millions des «allochtones» sont appelés des «allochtones non occidentaux», c'est-à-dire qu'eux-mêmes, ou un de leurs parents, sont originaires du «tiers monde». La plupart des «allochtones» (2,3 millions) ont un passeport néerlandais et beaucoup d'entre eux sont nés aux Pays-Bas. Les catégories d'«allochtones» et d'«allochtones non occidentaux» ont été créées pour traiter de façon différente – c'est-à-dire répressive – les individus «de couleur», le tout sans utiliser ouvertement de termes racistes.

Parmi les «allochtones non occidentaux», on compte 32000 Turcs, 272 000 Marocains, 310 000 Surinamiens et 117 000 Antillais. Les Antillais sont aussi considérés comme des «allochtones», même si aucun d'entre eux, ni aucun de leurs parents, ne peut être né à l'étranger, puisque les Antilles font officiellement partie du royaume néerlandais. Donc, en ce qui concerne les Antillais, le seul critère de classification pour l'Etat est la couleur de leur peau.

Les communautés de réfugiés les plus importantes viennent de l'ancienne Yougoslavie (71 000), d'Irak (38 000), de Somalie (30 000), d'Afghanistan (26 000), d'Iran (24 000), du Ghana (16 000) et du Vietnam (15 000).

En dehors de toutes ces statistiques, on compte aussi un nombre croissant de travailleurs qui sont plongés dans l'illégalité par le gouvernement, puisque celui-ci leur

refuse une carte de résident ou le statut de réfugié. Beaucoup d'entre eux ne déposent même plus de demande de régularisation, car leurs chances d'obtenir une carte de résident sont proches de zéro aujourd'hui. On estime qu'il y aurait, aux Pays-Bas, entre 50 000 et 320 000 «clandestins».

Quelle était la situation de la gauche révolutionnaire aux Pays-Bas quand vous avez commencé à vous intéresser à la politique?

Eric: J'ai commencé à m'intéresser à la politique dans les années 1980. Contrairement à aujourd'hui, la gauche révolutionnaire était florissante à l'époque. Au début des années 1980, beaucoup de jeunes éprouvaient de la sympathie pour le mouvement des squatters. Mes amis et moi, à l'époque, nous ne participions pas directement à des squats, mais nous avons tous écouté la radio durant les énormes émeutes d'Amsterdam du 30 avril 1980. Ce jour-là était celui du couronnement de la reine Beatrix, mais le mouvement des squatters avait averti le pouvoir: «*Pas de maisons, pas de couronnement.*» Amsterdam fut transformé en un champ de bataille, avec barricades, affrontements, gaz lacrymogène, etc., et les squatters faillirent réussir à pénétrer dans l'église où se déroulait le couronnement. Ce ne fut pas un jour de gloire pour la monarchie.

Au cours des années suivantes, de nombreuses opérations d'expulsion menées contre des squats aboutirent à de gigantesques batailles de rue, et le gouvernement lança même des chars dans les rues. La majorité des jeunes de cette époque (j'avais 18 ans en 1980), étaient fascinés par le mouvement des squatters, son énergie et sa mentalité anti-autoritaire et autogestionnaire. Il faut aussi souligner qu'il y avait à l'époque un gouvernement de droite pour la première fois depuis de nombreuses années. Il commença par bloquer les salaires des fonctionnaires, opérer des coupes dans le budget de la Sécurité sociale, etc. Cela provoqua de nombreuses grèves. Et le gouvernement voulait aussi installer des missiles nucléaires américains sur des bases militaires aux Pays-Bas. Cela conduisit aux deux plus grandes manifestations qui aient jamais eu lieu dans notre pays. 400 000 personnes manifestèrent à Amsterdam le 21 novembre 1981, et 550 000 le 29 octobre 1983.

Cela a eu un puissant impact sur notre génération, même si je n'ai pas moi-même participé à ces manifestations. On avait l'impression que toute la population était dans la rue. Le mouvement des squats forma bientôt une des ailes radicales de ce gigantesque mouvement. La même chose se produisit avec le mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud, qui était devenu la question la plus importante pour la gauche et l'extrême gauche au cours de la seconde moitié des années 1980. Cela avait un rapport évident avec le fait que l'Afrique du Sud était une ex-colonie néerlandaise.

La gauche révolutionnaire se lança bientôt dans la campagne contre la compagnie anglo-néerlandaise Shell, et essaya de forcer la multinationale à interrompre ses relations commerciales avec le régime de l'apartheid. La RARA (Action radicale antiraciste) mit le feu à plusieurs entrepôts de la société Makro, lui causant des millions d'euros de pertes et forçant l'entreprise à quitter l'Afrique du Sud. Toutes ces questions et ces mouvements eurent une profonde influence sur la plupart d'entre nous qui étions déjà en âge de réfléchir à la situation politique.

Pourquoi, comment et quand avez-vous rejoint De Fabel?

Harry: *De Fabel* a été créé au début des années 1990. Mais, tout comme Eric, j'ai commencé aussi à m'intéresser à la politique durant les années 1980, spécialement dans des campagnes contre le racisme, l'apartheid, l'énergie nucléaire et les armes nucléaires. À l'époque, il y avait beaucoup de groupes extraparlimentaires et révolutionnaires. Les mouvements sociaux étaient aussi beaucoup plus importants.

J'ai commencé à travailler dans une librairie de gauche à Leiden, à l'âge de 24 ans, et après avoir abandonné des études de droit. Ensuite j'ai bossé dans une boutique spécialisée dans les produits du tiers monde, le commerce équitable, etc. Ces deux boulots étaient bénévoles. Dans la librairie je parlais beaucoup avec les clients, qui étaient surtout des militants qui venaient déposer leurs publications. Puis j'ai fait partie de plusieurs comités de lutte, dont un groupe anti-apartheid. J'ai aussi participé à des comités contre l'énergie nucléaire et contre les armes nucléaires. Je raisonnais de façon individuelle, pour moi, la politique était presque un hobby. Bien sûr, je faisais cela sérieusement mais ce n'était pas une activité à plein temps. Tu connaissais quelqu'un, il te proposait de lui donner un coup de main pour une action ou t'invitait à une réunion, ou à une manifestation.

À la fin des années 80, j'avais envie d'avoir une vie plus politique. J'avais 30 ans et je voulais que mes activités soient plus structurées. Mes idées avaient évolué vers la gauche révolutionnaire et je cherchais à rejoindre ou former un groupe. Au début de 1990, nous avons créé un centre d'information – *De Invalshoek* (Perspective) – que nous avons installé dans un bureau vide au-dessus de la librairie. Nous avons une bibliothèque, et c'était surtout un lieu de réunion pour les militants. Malheureusement, au même moment, les mouvements sociaux étaient rapidement en train de s'effondrer. Le mur de Berlin était tombé et les mouvements révolutionnaires dans le monde entier ont perdu leur élan. La croyance que l'on pouvait changer la société disparaissait rapidement. La plupart des gens ont commencé à penser que la social-démocratie était la seule solution. Et rapidement la gauche révolutionnaire néerlandaise, toutes tendances confondues, s'est réduite à quelques centaines de personnes.

Eric: En ce qui me concerne, j'ai commencé à m'intéresser sérieusement à la politique vers 1984, principalement grâce à mes lectures. Je n'appréciais guère la vie que je menais. J'avais échoué dans

mes études de physique et je savais que l'armée allait m'appeler pour que je fasse mon service militaire. J'ai adhéré au syndicat (social-démocrate) des soldats. Ensuite j'ai étudié la psychologie et, continué à lire des bouquins de sociologie, et aussi des ouvrages sur le socialisme, l'humanisme, l'anarchisme, le communisme, etc. Je n'étais attiré par aucun parti politique particulier. J'ai découvert la librairie où travaillait Harry et toutes sortes de revues et de journaux dans lesquels mes idées théoriques étaient mises en pratique. J'ai lu des articles, par exemple, sur les actions radicales contre la Shell, comment des militants découpaient des centaines de tuyaux dans toutes les stations d'essence du pays. Mais à cause de la nature illégale de ces actions, je ne savais pas qui étaient ces militants et ni comment les contacter. Je me suis investi dans le mouvement anti-psychiatrie qui accueillait les patients fuyant les hôpitaux fermés et organisait des actions contre les électrochocs, les chambres d'isolement et la médication forcée. Je ne voulais pas simplement aider les gens, mais changer fondamentalement tout le système. Au début de 1990, j'avais alors 27 ans, j'ai rejoint le projet de Harry de créer un centre d'information.

Ellen: Vers 1987, pendant mes études de psychologie, je me suis intéressée au féminisme. J'ai commencé à comprendre les racines politiques des choses que je voyais et expérimentais dans ma vie quotidienne. Je me suis rapidement passionnée pour le féminisme et spécialement pour la lutte contre les violences infligées aux femmes. À l'époque, j'ai aussi participé à ma première manifestation. Il s'agissait de protester contre une diminution des aides financières aux étudiants. La manif m'a vraiment donné une décharge d'adrénaline. Il y avait des milliers d'étudiants, des centaines de policiers à cheval, les gens chantaient et criaient des slogans. Mes idées se sont progressivement radicalisées. J'ai adhéré à un groupe de femmes qui tenaient un service d'assistance téléphonique aux victimes de violences sexuelles.

En 1990, j'avais alors 28 ans, j'ai adhéré à un nouveau groupe de femmes, Sappho, qui se réunissait dans les locaux du centre d'information De Invalshoek. Nous organisions des discussions et des petites actions. Un an plus tard, j'ai commencé à écrire des articles pour notre journal local *De Peuraar*, qui abordait surtout les questions du féminisme et du racisme. À l'époque, le mouvement féministe était en train de décliner. Beaucoup de gens pensaient que l'essentiel du travail avait été fait, que maintenant les femmes, les homosexuels et les lesbiennes étaient pratiquement égaux devant la loi. Mais, pour moi, le féminisme avait un sens plus révolutionnaire. La société n'a pas fondamentalement changé et la violence domestique, par exemple, est encore un énorme problème aujourd'hui. Je travaille désormais dans une organisation qui lutte contre la violence domestique et est financée par le conseil municipal, mais dans ma vie politique, avec *De Fabel van de illegaal*, je ne donne plus la priorité au féminisme.

Jan: Mes parents étaient un peu des hippies, ils ne faisaient pas grand-chose. Nous vivions dans un petit village. Un de leurs amis, un anarchiste, m'a montré toutes sortes de bouquins. Plus tard, je suis allé à des concerts de musique punk et j'ai commencé à m'intéresser aux idées d'extrême gauche et antispécistes. J'ai fini le lycée en 1999 et suivi certains de mes copains qui sont allés étudier à Leiden. Tout comme eux, j'ai commencé à militer dans une organisation anarchiste contre la Communauté européenne: EuroDusnie (qu'on peut traduire par «L'Europe? Pas question!» mais il s'agit aussi d'un jeu de mots avec Eurodisney). Au départ, *De Fabel van de illegaal* m'énervait parce que Eric avait écrit un article à propos des tendances de droite dans la musique punk et chez les antispécistes. Beaucoup de membres d'Eurodusnie critiquaient *De Fabel* pour avoir quitté le mouvement altermondialiste et dénoncé des tendances nationalistes et potentiellement antisémites dans ce mouvement. Mais, quelques mois plus tard, j'ai décidé de participer à la permanence de *De Fabel* pour les sans-papiers. Quand je militais à EuroDusnie, je défendais souvent les idées *De Fabel*. J'aimais la façon dont ce groupe travaillait. Ils avaient des discussions sérieuses et essayaient de formuler des conceptions politiques compréhensibles et acceptables pour les autres. J'ai vraiment commencé une activité politique révolutionnaire quand j'ai adhéré à *De Fabel*, en 2000, alors que j'avais 20 ans.

Quel genre de groupe était au départ De Fabel?

Eric: Avec notre centre d'information – De Invalshoek (Perspective) – nous voulions rassembler des gens différents sur le plan local, au niveau des groupes, des courants, des idées et des individus. Mais la crise de la gauche révolutionnaire après la chute du mur de Berlin nous a obligés à réexaminer les idées et les pratiques de ces courants politiques. Nous avons commencé à une quinzaine de personnes et avons grossi rapidement jusqu'à organiser plus de 60 personnes, qui travaillaient dans une douzaine ou une quinzaine de comités différents. Nous avons aussi aidé des militants dans d'autres villes des Pays-Bas à créer des initiatives semblables. En 1992, nous avions 7 centres d'information dans le pays et nous étions en contact avec des dizaines d'autres en Allemagne, en Suisse, en Italie, en France et en Espagne. Ensemble, nous avons essayé de construire un réseau international solide. Cela s'est terminé par un échec au niveau international, puis cela a été le tour des centres d'information nationaux qui, eux aussi, se sont arrêtés.

Qu'est-il arrivé à votre centre d'information ?

Eric: Le groupe central de 15 personnes, y compris Harry et moi, l'animions sur une base quotidienne. Nos locaux étaient utilisés par un groupe homosexuel, un groupe féministe, un groupe

antispéciste, une coopérative végétarienne, un groupe écologiste, une organisation de chômeurs, des squatters, etc. Nous avons aussi nos propres réunions de discussion, campagnes et actions sur des thèmes comme l'anti-impérialisme, le racisme, le patriarcat, la flexibilité, l'immigration, l'unification de l'Europe, etc. Et nous publions un journal, *De Peueraar* (un mot qui désignait, il y a un siècle, les pauvres qui survivaient en pêchant dans les canaux de Leiden). Nous décrivions les activités de ces différents groupes et interviewions toutes sortes de gens actifs dans la ville. Mais, au bout de quatre ans, la plupart des autres groupes ont disparu.

Ellen: Deux années auparavant, des politiciens ont commencé à accuser les migrants d'être des «délinquants et des criminels», de «profiter de l'Etat-providence», et autres stupidités. Bolkestein a joué un rôle dirigeant dans cette campagne. De nouvelles lois très strictes contre l'immigration ont été votées et appliquées. Nous avons alors décidé de nous concentrer sur les questions du racisme et de l'immigration et avons changé de nom pour devenir *De Fabel van de illegaal*. Avec ce nom nous voulions souligner que personne n'est «illégal» (ou «clandestin») et démystifier tout ce que l'on racontait et raconte encore sur les immigrés. Aujourd'hui, nous continuons à essayer de réorganiser la gauche révolutionnaire et de renouveler ses idées. Mais notre principal travail consiste à soutenir les migrants et les réfugiés, sur le plan individuel mais aussi sur le plan collectif. Nous faisons aussi un travail antifasciste et publions des articles sur ces sujets dans notre journal bimestriel.

Comment sélectionnez-vous, formez-vous et intégrez-vous de nouveaux militants à De Fabel?

Ellen: Nous ne cherchons pas vraiment à «recruter» de nouveaux membres. Parfois des militants nous demandent s'ils peuvent nous rejoindre après avoir lu notre journal ou participé avec nous à des actions. Et parfois des immigrés veulent nous rejoindre après nous avoir rencontré à notre permanence. Nous n'acceptons pas n'importe qui. Il ne suffit pas pour nous que quelqu'un veuille seulement aider les sans-papiers. Nous ne voulons pas de membres qui aient l'esprit d'un travailleur social, ou une mentalité similaire. Nous sommes une organisation politique. Et tu ne peux pas nous rejoindre juste pour quelques mois, parce que cela prend du temps si tu veux connaître les idées de notre organisation. Bien sûr, quand tu fais partie de notre groupe, tu n'es pas obligé d'être d'accord sur tous les points, mais tu dois avoir l'esprit ouvert et bien connaître les positions que nous défendons. Certains nouveaux membres ont parfois du mal à accepter que nous critiquons aussi la gauche révolutionnaire, et que si nous soutenons les luttes des migrants, nous critiquons aussi, par exemple, le nationalisme basque ou arabe. Nous demandons à ceux qui veulent nous rejoindre de nous expliquer d'abord ce qu'ils connaissent de nos positions et de nos activités, ce qu'ils veulent faire exactement et combien d'heures par semaine ils peuvent consacrer à une activité politique. Nous leur expliquons évidemment ce que nous faisons et ce que nous demandons aux militants. Lors de notre réunion bihebdomadaire, nous décidons si la personne peut rejoindre notre groupe. Puis, l'un d'entre nous devient le mentor du nouvel adhérent et l'aide à s'orienter pendant deux mois. C'est un peu comme une formation rapide. Après ces deux mois, nous décidons ensemble avec le nouveau sympathisant si elle (ou il) et le groupe s'entendent bien personnellement et politiquement.

Harry: On ne peut pas être un membre passif de *De Fabel*. Nous n'avons pas un «chef» qui nous dise ce qu'il faut faire. Donc nous attendons de nos membres qu'ils soient actifs, qu'ils prennent des initiatives et contribuent à l'activité collective. En ce sens, nous sommes différents des partis politiques. Nous sommes une petite organisation, mais tous nos membres sont très actifs.

Eric: Il est parfois difficile, pour les nouveaux membres, de comprendre notre façon d'être autonome, au sein d'une structure collective. C'est une attitude politique très liée aux premiers mouvements autonomes et de squatters. La plupart des gens n'ont pas l'habitude de ce type d'attitude. À l'école et au boulot, on leur dit toujours d'obéir et ils s'attendent à ce que les autres, dans un groupe révolutionnaire, leur disent ce qu'ils doivent faire. Mais, au bout de quelques années à *De Fabel*, la plupart des membres développent un esprit différent, plus autonome. Et c'est le résultat de l'éducation qu'ils reçoivent chez nous. Souvent, quand ils quittent notre groupe, ils ont du mal à se réinsérer dans des structures hiérarchiques traditionnelles.

Ellen: Nous n'avons pas de hiérarchie. En pratique, cela veut dire, par exemple, que tout le monde doit nettoyer à son tour les chiottes du local. Nous considérons que chaque membre doit assister aux réunions bimensuelles et tenir la permanence au moins une après-midi par semaine, répondre au téléphone, orienter les visiteurs dans notre bibliothèque. Et aussi participer à au moins un de nos groupes de travail concernant les actions de soutien collectives ou individuelles aux sans-papiers, l'antifascisme, le journal, la comptabilité, etc.

Jan: Tout le monde ne peut pas participer immédiatement au groupe qui s'occupe d'écrire des articles. Il faut que tu sois capable d'exprimer les idées que nous avons développées durant toutes ces années. Nous ne tenons pas à ce que, tout à coup, quelqu'un écrive quelque chose de positif sur le capitalisme, le patriarcat ou le racisme. Quand l'un de nos membres écrit un article, nous le discutons toujours collectivement avant qu'il soit publié. Personnellement, j'ai du mal à écrire, mais Harry et Eric corrigent mes textes, et en discutant j'ai beaucoup appris. Nous nous éduquons les uns les autres.

Eric: Nous incitons les nouveaux membres à lire certains livres et bien sûr les textes que nous avons écrits. Nous avons rassemblé, par thème, les articles théoriques les plus importants que nous avons écrits au cours des 15 dernières années dans des brochures. Et ceux qui jouent le rôle de mentor et d'autres discutent avec les nouveaux membres. Cela permet d'assurer une formation politique minimale. Les nouveaux arrivants peuvent apporter de nouvelles idées. Nous devons aussi garder un esprit ouvert et écouter ce qu'ils disent et pensent. Nous essayons aussi d'apprendre de ceux qui nous quittent, en discutant avec eux pour savoir ce qui n'a pas marché.

Ellen: Il faut être réaliste. Les gens qui quittent *De Fabel*, ou d'autres groupes révolutionnaires, le font parce qu'ils trouvent que le groupe est trop politique, trop exigeant, ou leur prend trop de temps. Il est évident que tout le monde ne peut pas devenir un militant politique et un «idéologue» à plein temps.

Quelles sont les différences entre De Fabel et une ONG?

Jan: Une ONG critique certaines situations, mais jamais de façon fondamentale. Les ONG essaient d'aider les gens et elles travaillent sur des solutions temporaires. Nous, nous voulons une révolution. Toute la société doit changer. Nous essayons de combattre avec des gens qui ont le même but, ou au moins qui avancent des revendications exigeant des changements sociaux fondamentaux. Par exemple, en ce qui concerne les problèmes des sans-papiers, une ONG se chargerait de leur trouver des médecins. Nous le faisons aussi, mais nous luttons ensemble avec les sans-papiers et la gauche révolutionnaire contre la politique migratoire du gouvernement et sa politique d'exclusion qui sont les premiers responsables des problèmes des migrants. Nous essayons également de développer à chaque fois l'analyse de la gauche révolutionnaire. Les ONG ne font pas ce travail.

Peux-tu donner un exemple plus précis?

Eric: Aux Pays-Bas, la gauche révolutionnaire critique habituellement le gouvernement parce qu'il empêche les réfugiés politiques d'entrer dans le pays et parce qu'il expulse ceux qui ont réussi à entrer. Ces arguments sont justes mais insuffisants. La gauche révolutionnaire doit comprendre que le gouvernement laisse aussi entrer une partie des travailleurs étrangers, qu'il sélectionne les migrants selon les besoins du marché du travail. C'est pourquoi il est important de réfléchir aux contrôles des migrations et à la politique démographique. Et une telle réflexion inclut automatiquement les migrants et les réfugiés. De plus, s'interroger sur la politique démographique c'est se poser des questions sur des contrôles encore plus larges. L'Etat ne décide pas seulement qui a le droit (ou pas) d'entrer dans le pays, en partant de calculs économiques. Il exerce aussi une influence sur ceux qui ont le droit de vivre ou pas. Les personnes âgées et les handicapés ne peuvent être productifs, c'est pourquoi le gouvernement néerlandais apprécie tellement l'euthanasie. Les récents débats au sein du gouvernement sur l'intégration forcée, ou même sur «l'assimilation» des migrants, peuvent aussi être analysés sous cet angle. Les entreprises peuvent gagner plus d'argent avec des immigrés soigneusement assimilés selon leurs besoins.

Nous essayons aussi d'inciter la gauche révolutionnaire à s'intéresser davantage à la question du patriarcat, à la position des migrantes et aux boulots qu'elles sont souvent obligées d'accepter. Heureusement, au cours des cinq dernières années, de nombreux révolutionnaires ont abandonné l'idéologie altermondialiste et ont commencé à s'intéresser à ce qui se passait dans leur environnement proche, à la répression et à l'exploitation des travailleurs, en particulier des immigrés. Nous avons sans doute joué un petit rôle dans cette évolution.

Quelles actions a organisées De Fabel van de illegaal?

Eric: Nous avons probablement organisé entre 100 et 150 actions au cours des 15 dernières années, de grandes actions comme de petites. Les actions importantes ont souvent été menées avec d'autres organisations. Il m'est impossible de les nommer toutes. Les actions les plus importantes pour nous ont été celles avec des réfugiés et des migrants. Nous avons organisé une action nationale ininterrompue en faveur du droit d'asile avec des réfugiés iraniens et le soutien d'Eglises, du 15 juin 1997 au 30 novembre 1997. Il nous a fallu une année pour la préparer et, pendant ce temps, nous avons organisé des actions plus petites avec ces réfugiés afin d'attirer l'attention des médias. Nous avons aussi organisé une caravane nationale de protestation avec plusieurs dizaines de sans-papiers en septembre 1998. Nous avons soutenu des grèves de la faim à La Haye et à Amsterdam, en intervenant quotidiennement en décembre 1998 (pour 135 travailleurs immigrés), en février-mars 1999 (pour 16 migrantes), en février-mars 1999 (pour 34 migrants), en février-mai 2001 (pour 5 réfugiés), en mars-mai 2003 (pour 15 travailleurs immigrés). Nous avons également organisé beaucoup d'actions et de manifestations, par exemple contre les nouvelles lois favorables au contrôle des migrations ou contre les fascistes. Nous avons organisé de grandes conférences pour marquer l'importance de certaines dates commémoratives (par exemple, contre la Nuit de cristal), et des actions de protestations contre la visite de politiciens ou de leaders d'opinion réactionnaires à Leiden.

Harry: Et bien sûr nous allons à d'autres types de manifestations et y distribuons nos tracts.

Comment fonctionne votre coopération avec d'autres organisations?

Eric: Habituellement nous créons une plateforme avec plusieurs organisations de migrants et de réfugiés et quelques associations de soutien. Nous discutons des projets des immigrés et nous

cherchons à savoir comment les soutenir. Pendant les grèves de la faim, par exemple, un comité de soutien qui se réunissait tous les jours a été formé et c'est lui qui organisait le soutien. Cela signifie discuter de la stratégie avec les grévistes de la faim, collecter de l'argent, contacter des médecins pour qu'ils les examinent régulièrement, demander à des hommes politiques de venir soutenir les grévistes, organiser des manifestations, écrire et envoyer des communiqués de presse, et parfois essayer de jouer un rôle modérateur quand des tensions trop vives apparaissent au sein des soutiens.

De Fabel est-il une organisation locale ou nationale?

Eric: Nous avons été pendant longtemps une organisation locale. Ce serait mieux si les Pays-Bas étaient couverts d'associations de soutien comme la nôtre, et que chacune s'occupe des questions de sa région et rencontre les autres pour organiser des protestations nationales. Nous avons essayé de créer de telles structures plusieurs fois. Mais, comme les groupes semblables au nôtre dans d'autres villes ont disparu ou sont trop engagés dans un travail de soutien uniquement individuel aux immigrés et aux réfugiés, nous sommes parfois obligés d'agir plus ou moins seuls à l'échelle nationale. Des organisations d'immigrés à La Haye ou dans d'autres villes nous contactent parce qu'il n'y a plus d'associations de soutien dans leur coin. [La situation a changé depuis que cette interview a été réalisée cf. p. 42-43, *NPNF*.]

Pouvez-vous parler de votre journal?

Jan: Notre journal paraît tous les deux mois et nous imprimons 1500 exemplaires, en format tabloïd de 16 pages. Les gens peuvent s'abonner, ou nous soutenir financièrement, mais nous le distribuons gratuitement pendant les manifestations.

Est-il sur Internet?

Jan: Tout ce que nous publions depuis 15 ans est sur la Toile. Nous avons 2 500 articles, brochures et communiqués de presse sur notre site. Et 120 textes traduits. Notre site est visité par 40 000 personnes chaque mois, qui consultent un total de 150 000 pages. Beaucoup de nos articles apparaissent en première place, lorsque l'on fait une recherche sur Google. Quand les gens s'intéressent à l'Organisation internationale des migrations, par exemple, ils tombent sur nous tout de suite. Dans ce sens, on peut dire que nous «contrôlons» une partie de l'information sur ce sujet. Internet nous apporte aussi beaucoup de courriels hostiles et nous avons très rarement des discussions ou des contacts intéressants par l'intermédiaire du Net. Mais nous avons quand même gagné quelques nouveaux amis comme... *Ni patrie ni frontières!*

Combien d'heures par semaine consacrez-vous à votre activité politique? Travaillez-vous et dans quelle branche? Quelle est la relation entre votre militantisme politique et votre travail?

Jan: Jusqu'à il y a un an, j'étais au chômage et je pouvais passer beaucoup de temps avec *De Fabel*. Maintenant je travaille 45 heures par semaine dans un entrepôt. J'essaie d'être actif autant que possible le soir et le week-end. Mais j'aimerais passer plus de temps à militer. À mon travail, je peux m'exprimer sans problème, mais je n'ai pas d'activités politiques. Je ne suis pas membre du syndicat, mais je me pose la question. Le syndicat pourrait éventuellement m'aider en cas de situation difficile.

Ellen: J'ai toujours eu des emplois à temps partiel parce que je ne veux pas que le travail me bouffe toute ma semaine. J'ai donc le temps de militer. Dans mon boulot précédent, mes collègues étaient plus féministes et à gauche que dans celui que j'occupe maintenant. Ils étaient moins satisfaits de la hiérarchie et des conditions de travail. À l'époque, j'appartenais au syndicat et nous participions à des manifestations pour de meilleurs salaires ou conditions de travail. Cela est impossible avec mes collègues actuels. Mais je dois avouer aussi que je ne suis pas une syndicaliste très active. Dans mon secteur, la santé et le travail social, la plupart des travailleurs ne sont pas très militants, et le syndicat encore moins.

Eric: Harry, Gerrit et moi sommes payés indirectement par le conseil municipal pour travailler... à *De Fabel*. [Depuis que cette interview a été réalisée, tous les trois sont au chômage, *NPNF*] En effet, dans les années 1990, le gouvernement a créé des dizaines de milliers d'emplois payés au SMIC pour les chômeurs. Les employeurs recevaient des subventions généreuses s'ils employaient ces salariés sous-payés et sous-protégés au niveau de la Sécurité sociale comme de la retraite. Officiellement, les patrons n'avaient pas le droit de remplacer leurs salariés par ces smicards qui ne leur coûtaient pas un sou. En pratique, cependant, beaucoup d'écoles et d'entreprises à but non lucratif ont utilisé ces smicards pour remplacer des postes qui avaient été supprimés suite à des coupes budgétaires. Grâce à ces smicards subventionnés, le gouvernement voulait remettre au travail et discipliner les chômeurs, et leur donner une petite expérience professionnelle qui augmenterait un peu leur valeur sur le marché du travail. Nous nous sommes constitué en association et avons réussi à obtenir trois SMIC subventionnés pour nous embaucher nous-mêmes. Même si la paie est petite (moins de 800 euros) et que nous n'aurons aucune retraite (juste le minimum vieillesse), nous aimons notre mode de vie. Nous sommes nos propres maîtres, et le conseil municipal ne met pas son nez dans nos affaires. Ces smics subventionnés vont être supprimés en janvier 2007 et nous devons trouver d'autres façons de continuer notre travail politique. Le gouvernement prévoit de créer de nouveaux emplois subventionnés, mais qui seraient payés encore moins, soit 70% du SMIC, c'est-à-dire l'équivalent des allocations chômage.

Comment combinez-vous vie personnelle et vie politique?

Eric: Nous prenons le temps de parler des questions personnelles. Nous sommes attentifs à la façon dont chacun se sent et nous essayons de nous aider et de nous soutenir mutuellement dans la mesure du possible. La plupart d'entre nous vivent dans des maisons collectives avec d'autres militants, et nous nous connaissons bien désormais. Nous essayons de ne pas trop séparer vie personnelle et vie politique. Mais, bien sûr, chacun est libre de confier aux autres ce qu'il veut, et si elle (ou il) ne tient pas à partager certains sentiments ou certaines pensées, cela ne pose pas de problème. Pour réussir à avoir confiance les uns dans les autres en tant que militants, nous devons lier des relations étroites, personnelles et sociales. Je crois que, sans ces liens, les organisations ne durent pas très longtemps.

Quelles sont vos relations avec les partis de gauche?

Eric: Le parti travailliste social-démocrate (PvdA) est fréquemment au pouvoir. Au cours des 20 dernières années, c'est souvent un membre du PvdA qui a occupé le poste de ministre de la Justice, chargé de l'immigration. La plupart des lois répressives actuelles ont été initiées par des ministres sociaux-démocrates. Ils sont au pouvoir en ce moment. Mais nous n'avons jamais de bonnes relations avec eux, même sur le plan local. Ensuite, il y a GroenLinks (la Gauche verte) qui rassemble des anciens communistes, des pacifistes et des socialistes. Ils attirent les gens de gauche aisés et obtiennent généralement 5% des voix. Les Verts sont maintenant dépassés par le SP (Parti Socialiste), un ex-parti maoïste.

Le SP a toujours été partiellement nationaliste et raciste. Il se vante d'avoir été le premier à lancer le débat sur l'intégration, qui a permis à tous les racistes de se déchaîner. Ses dirigeants croient que les travailleurs immigrés affaiblissent le mouvement ouvrier néerlandais. Ils pensent que c'est aussi le cas du féminisme. Cependant, ils soutiennent parfois certaines de nos revendications concrètes et ils ont pris la parole lors de certaines de nos manifestations importantes. Ensuite, on trouve différents petits groupes, comme les Internationale Socialisten, proches du SWP britannique. Nous sommes d'accord avec la plupart de ce qu'ils écrivent contre le contrôle de l'immigration, mais en désaccord sur la question du nationalisme et des mouvements de libération nationale. Nous nous rencontrons souvent dans les manifestations, mais il n'est pas possible de coopérer avec eux car ils essayent tout le temps de debaucher les gens pour les intégrer dans leur organisation très hiérarchisée. Ils n'arrêtent pas de sauter d'un thème d'intervention à un autre pour attirer davantage de membres. Il y a aussi un autre groupe trotskyste, le SAP (Politique alternative socialiste). De tous les groupes communistes, c'est celui dont nous sommes le plus proches. L'un de nos membres a rejoint le SAP il y a quelques années. Comme nous, ils ont participé à la création de la plateforme Geen mens is illegal (Personne n'est illegal), mais, au bout de quelques réunions, ils ont arrêté de venir. Nous n'avons pas de coopération concrète avec eux en ce moment. Et enfin il existe différents petits groupes stalinien. Nous n'avons aucun contact avec eux.

Quel a été l'événement politique le plus important de ta vie militante?

Jan: La gauche révolutionnaire n'est pas en bonne santé depuis une quinzaine d'années. Vu mon âge, je n'ai pas encore eu de moments marquants dans ma vie militante.

Eric: En 1989, près de 10 000 militants ont encerclé et bloqué le siège de la Shell à Amsterdam. Cela a été un moment extrêmement fort et émouvant pour moi. Nous agissions avec beaucoup de gens qui avaient des idées radicales, y compris des membres de la Résistance sud-africaine. Et il y a eu aussi les grèves de la faim à Amsterdam en 1999. Je discutais avec les travailleurs immigrés tous les jours, je les soutenais, je leur parlais, nous organisions des manifestations, nos réunions se terminaient très tard dans la nuit. C'était une expérience à la fois enthousiasmante et épuisante, et j'avais vraiment l'impression de faire partie d'un mouvement plus large.

Ellen: Je pense que je choisirais les mêmes événements qu'Eric. Mais j'ai été plus impliquée personnellement dans la grève de la faim de 1998. J'allais voir les grévistes presque tous les jours. Je sentais qu'il s'agissait d'une phase importante de la lutte des sans-papiers aux Pays-Bas. Au bout de deux semaines et demie un comité de négociation a été créé avec le leader d'un syndicat et des dirigeants des Eglises. Lors de leur dernière offre, tous les grévistes de la faim et leurs soutiens ont passé la nuit à discuter de la proposition. Tout le monde était fatigué et vulnérable. Bien sûr, chaque gréviste de la faim pensait à ses chances personnelles d'obtenir des papiers, mais personne ne voulait être égoïste. Les grévistes désiraient tous que chacun s'en sorte, y compris les autres immigrés qui étaient dans la même situation. Cela a été une nuit remplie d'émotion.

Harry: L'événement le plus important pour moi, c'est quand je me suis décidé à devenir un militant politique à plein temps, à m'engager quotidiennement de façon organisée, et à travailler à une forme de révolution. En deuxième lieu, l'engagement que nous avons pris, en 1990, avec 4 ou 5 camarades, de lutter non pas pendant quelques années mais pour le reste de notre vie. Le combat continue ! Et enfin, le moment le plus important pour moi est peut-être la grève de la faim la plus récente. Elle a duré 57 jours, parce que c'était pour les grévistes la seule façon de lutter, et cette lutte m'a beaucoup marqué.

Qu'est-ce que De Fabel vous a apporté? Et quelles ont été vos expériences négatives?

Jan: J'ai appris à écrire un article et à parler en public. J'ai aussi appris à analyser les relations de pouvoir dans la société et à avancer des arguments pour un changement social radical. Sur le plan négatif, je suis très déçu par certains camarades qui ont quitté le groupe et n'ont plus aucune activité politique.

Eric: Pour moi le plus important est d'arriver à faire un travail collectif et responsable. De défendre des idées dans la gauche révolutionnaire en général. Et de participer à la lutte historique pour un monde meilleur. Ce qui est négatif, c'est l'état général de l'extrême gauche en ce moment. La situation se détériore d'année en année.

Ellen: J'ai appris beaucoup de choses en militant à *De Fabel*, en lisant, discutant, en faisant des recherches, en écrivant et en organisant des actions. J'ai aussi appris la patience. Il faut des années, ou même des décennies, pour que les choses changent. Nous n'avons pas le pouvoir de forcer les changements. Il est difficile de rester très optimiste si l'on considère les petites victoires que nous avons remportées. Et je n'ai pas l'impression que beaucoup de gens aient vraiment envie que le monde change. Avant, je croyais que les choses allaient s'améliorer dans les deux ou trois ans à venir. Mais l'atmosphère ultraréactionnaire et raciste pèse de plus en plus aux Pays-Bas. Mais nous devons continuer, c'est toujours mieux que de ne rien faire et de baisser les bras.

Harry: Parmi les choses très positives, je mentionnerais la possibilité de militer quotidiennement, de prendre des responsabilités et de créer des structures de lutte et d'organisation. L'expérience d'être vraiment impliqué dans des combats politiques, les connaissances que l'on partage avec les autres camarades. J'ai moi aussi un jugement négatif sur la gauche révolutionnaire et ceux qui abandonnent. Mais encore plus vis-à-vis de ceux qui ne sont même plus passifs, par exemple, qui ne donnent même pas d'argent. Comment peuvent-ils complètement oublier, ignorer, leurs engagements politiques passés? Mais j'ai aussi appris de ces expériences négatives. Je dois m'améliorer, essayer de nouveau et avec plus de détermination.

Comment envisagez-vous l'avenir de De Fabel?

Eric: Si j'en crois notre expérience au cours des 15 dernières années, je crois que nous continuerons à être un groupe avec 5 ou 6 camarades actifs. Nous sentons que nous avons une responsabilité en tant que militants révolutionnaires et donc nous continuerons notre engagement. Les circonstances dans lesquelles nous opérerons seront sans doute différentes dans 10 ans, mais nous continuerons probablement à lutter à partir de la base et construire des structures politiques. Nous continuerons à réfléchir à des moyens de faciliter des changements sociaux fondamentaux. Mais nous sommes un petit groupe, et, étant donné l'atmosphère réactionnaire qui domine dans ce pays, je pense que dans le futur proche peu de personnes nous rejoindront et que nous aurons une attitude plutôt défensive. Nous ne sommes pas en position de créer un nouveau mouvement social. Mais nous serons toujours vigilants si jamais cela arrive. Il y aura toujours des hommes et des femmes pour protester contre l'injustice, et il faut que nous soyons là pour leur donner un coup de main.

Post-scriptum (avril 2008):

À l'époque où a été réalisée cette interview, *De Fabel* était engagé dans la «Plateforme contre l'intégration forcée», que nous avons fondée avec un petit groupe de Turco-Néerlandais: Aksi (grosso modo cela signifie les «auteurs de troubles», en turc). Nous avons découvert que nous avons beaucoup de points communs et avons décidé de créer ensemble une nouvelle organisation: Doorbraak que nous avons créée en janvier 2007 avec une douzaine de personnes. Doorbraak signifie La Percée, terme qui symbolise le fait de briser les murs entre différentes communautés et différents courants politiques et de commencer quelque chose de nouveau, sans bien sûr rejeter tout ce qu'il y a de bon dans la gauche révolutionnaire.

Nous avons décidé, pour commencer, de nous investir dans la lutte contre le contrôle des migrations et le racisme au sens large. Nous menons des campagnes contre le populisme de droite (Wilders), le colonialisme, l'intégration forcée, l'extrême droite turque, le contrôle des migrations et les luttes des travailleurs (en particulier dans le secteur du nettoyage). Ces thèmes permettent de nouer des liens avec des organisations et des gens de différentes origines qui normalement ne coopèrent pas ensemble politiquement. La gauche, aux Pays-Bas, est traditionnellement très «blanche» et nous essayons de changer cela.

Nous avons pris le temps de nous organiser, localement et nationalement désormais, et d'avoir des discussions internes. Mais en même temps nous avons organisé 8 réunions publiques contre Wilders dans tout le pays, deux manifestations contre Wilders et le colonialisme, etc. Nous avons doublé nos effectifs, de toutes origines sur le plan politique et «ethnique». Nous ne voulons pas adopter une étiquette (anarchiste, ou communiste), et nous essayons d'avoir l'esprit ouvert vis-à-vis d'autres organisations et courants. Certains de nos membres font en même temps partie du SP, parti ex-maoïste (nous avons même eu pendant quelque temps un député du SP!) et d'autres se sentent plutôt anarchistes. Nous pensons tous que la gauche révolutionnaire est dans une situation tellement mauvaise qu'aucun courant politique n'a les capacités et les idées suffisantes pour convaincre les travailleurs et changer la situation. Notre point de départ est donc de douter de

toutes les idées révolutionnaires, mais nous sommes bien sûr contre le capitalisme, le patriarcat et le racisme. Dernier point sur nos «emplois». Les trois d'entre nous qui avaient «la chance» d'avoir des emplois payés au SMIC et sans couverture sociale les ont perdus en janvier 2007. Nous sommes désormais suivis par des agences de placement privées. En attendant, nous touchons environ 700 euros de la Sécurité sociale. Nous réussissons à survivre et à continuer notre travail politique pour *De Fabel*. Vu notre âge, il n'est pas du tout évident que nous retrouvions du boulot rapidement.